

Art. 2. Les grades dont les titulaires peuvent bénéficier de la prime ainsi que le montant annuel de cette prime sont fixés comme suit :

Technicien spécialiste de radio (après deux ans d'ancienneté de service)/premier technicien spécialiste de radio	36 000
Technicien spécialiste principal de radio/premier technicien spécialiste principal de radio	36 000
Sous-chef technicien spécialiste de radio/premier sous-chef technicien spécialiste de radio	48 000
Chef technicien spécialiste de radio	48 000
Chef de bureau technique (radio)	60 000
Ingénieur industriel (après deux ans d'ancienneté de service)	60 000
Ingénieur industriel principal	60 000
Ingénieur industriel chef de service	60 000
Ingénieur (après deux ans d'ancienneté de service)/ingénieur principal	60 000
Ingénieur en chef directeur	66 400
Directeur d'administration	66 400
Directeur général	66 400

Art. 3. Les montants de base dont il est question à l'article 2 sont liés aux données statistiques en matière de vols IFR dans la région d'information de vols de Bruxelles de l'année 1988, appelée ci-après l'année de référence.

Art. 4. L'attribution de la prime reprise à l'article 2, est réglée comme suit :

La prime est payée mensuellement en même temps que le traitement. Le montant mensuel représente 1/12 de la prime annuelle.

Au cours du premier trimestre de l'année suivant l'année de liquidation, le montant annuel alloué est adapté conformément à un pourcentage qui est équivalent au pourcentage d'augmentation ou de diminution du nombre des vols IFR de l'année en question par rapport à celui de l'année de référence. La différence positive ainsi obtenue est immédiatement payée. Une éventuelle différence négative est retenue sur la liquidation mensuelle de la prime.

Art. 5. Lorsqu'un agent n'a pas droit à son traitement complet d'activité, la prime d'intensité du trafic est diminuée dans les mêmes proportions.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1er juin 1989.

Art. 7. Notre Ministre des Communications est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 23 août 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Pour le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Communications, absent :
Le Ministre des Affaires étrangères,

M. EYSKENS

Art. 2. De graden waarvan de titularissen kunnen genieten van de premie en het jaarlijks bedrag van deze premie worden vastgesteld als volgt :

Radiotechnicus specialist (na twee jaar dienstancienniteit)/eerste radiotechnicus specialist
Eerstaanwezend radiotechnicus specialist/eerste eerstaanwezend radiotechnicus specialist
Onderchef radiotechnicus specialist/eerste onderchef radiotechnicus specialist
Chef radiotechnicus specialist
Technisch bureauchef (radio)
Industrieel ingenieur (na twee jaar dienstancienniteit)
Eerstaanwezend industrieel ingenieur
Industrieel ingenieur hoofd van dienst
Ingenieur (na twee jaar dienstancienniteit)/eerstaanwezend ingenieur
Hoofdingenieur-directeur
Bestuursdirecteur
Directeur generaal

Art. 3. De basisbedragen waarvan er sprake is in het artikel 2 worden gekoppeld aan de statistische gegevens inzake IFR-vluchten in het vluchtinlichtingsgebied Brussel van het jaar 1988, verder genoemd het referentiejaar.

Art. 4. De toekenning van de in artikel 2 vermelde premie wordt geregeld als volgt :

De premie wordt maandelijks uitbetaald met de maandwedge. Het bedrag per maand is gelijk aan 1/12 van de jaarlijkse premie.

In het eerste trimester van het jaar volgend op het uitbetalingsjaar wordt het uitgekeerde jaarbedrag aangepast overeenkomstig een percentage dat gelijk is aan het vermeerderings- of verminderingspercentage van het aantal IFR-vluchten van het betrokken jaar t.o.v. deze van het referentiejaar. Het bekomen positief verschil wordt onmiddellijk uitbetaald. Een eventueel negatief verschil wordt ingehouden op de maandelijks uitkering van de premie.

Art. 5. Ingeval een ambtenaar geen recht heeft op zijn volledige activiteitswedge wordt de trafiekintensiteitspremie in evenredige mate verminderd.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juni 1989.

Art. 7. Onze Minister van Verkeerswezen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 23 augustus 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

Voor de Vice-Eerste Minister
en Minister van Verkeerswezen, afwezig :
De Minister van Buitenlandse Zaken,

M. EYSKENS

MINISTERE DES FINANCES

F. 89 — 1731

14 AOUT 1989. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Ministère des Finances ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'Etat

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 29 et 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le Statut des agents de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux du 16 mars 1964, des 28 août et 13 novembre 1967, des 18 avril et 17 septembre 1969, des 4 février et 10 mars 1971, du 13 septembre 1972, des 2 avril, 1^{er} août et 4 décem-

MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 89 — 1731

14 AUGUSTUS 1989. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financien en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het Statuut van het Rijkspersoneel

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet

Gelet op de artikelen 29 en 66, tweede lid, van de Grondwet,

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 maart 1964, 28 augustus en 13 november 1967, 18 april en 17 september 1969, 4 februari en 10 maart 1971, 13 sep-

bre 1975, du 5 avril 1976, des 27 juillet, 10 septembre et 16 novembre 1981, du 18 novembre 1982, du 30 mars 1983, des 22 et 25 février, 1^{er} mars, 24 mai et 3 juillet 1985, du 28 février 1986, des 21 janvier et 13 juillet 1987 et des 2 et 10 février et 28 octobre 1988, 10 mars 1989;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux du 16 mars 1964, du 17 septembre 1969, du 14 décembre 1970, du 23 septembre 1971, du 31 janvier 1977, du 4 juillet 1979, du 25 avril 1980, du 12 août 1981, du 28 février 1986, des 31 mai et 28 octobre 1988 et du 20 mars 1989;

Vu l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Ministère des Finances, ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 19 janvier et 18 juillet 1972, des 11 octobre et 7 décembre 1973, des 25 juillet, 10 octobre et 19 novembre 1974, du 30 juin 1975, des 9 janvier, 10 février, 29 et 30 mars et 30 juillet 1976, des 15 mars, 15 avril, 7 et 31 octobre 1977, des 23 juin, 13 et 14 novembre et 11 décembre 1978, du 5 juin 1979, des 4 février et 11 décembre 1980, du 2 mars 1981, du 26 mars 1982, des 27 janvier, 9 septembre et 8 décembre 1983, des 2 mai, 31 août et 9 octobre 1984, des 16 janvier et 9 avril 1985, des 21 mars et 11 juin 1986, du 22 juin 1988 et 21 février 1989;

Vu le protocole du 31 mai 1989 du Comité de secteur II — Finances;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère des Finances;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 21 mars 1989;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 23 mars 1989;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre du Budget, de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Ministère des Finances, ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'Etat est complété comme suit :

« 4^o détermine les attributions des agents autres que ceux visés aux articles 3 à 5 ».

Art. 2. L'article 3 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 14 novembre 1978 et 4 février 1980, est remplacé par les dispositions suivantes

« Art. 3. Le secrétaire général exerce, sous l'autorité du Ministre, la haute surveillance des administrations et services du Département. Il en coordonne les travaux et en assure l'unité de gestion.

Il a autorité sur tout le personnel et veille à la discipline, à l'ordre intérieur et à l'organisation de tous les services.

Il dirige et coordonne l'élaboration du budget du Département et en surveille l'exécution.

Il soumet au Ministre les affaires traitées par l'administration et y joint ses observations s'il y a lieu. Il peut en outre formuler de sa propre initiative toute proposition utile. Il transmet aux administrations et services, en les accompagnant des informations nécessaires, les dossiers et les instructions du Ministre.

En cas d'absence ou d'empêchement du Ministre, le secrétaire général peut signer pour le Ministre toutes les pièces, à l'exception de celles qui requièrent la signature du Ministre en vertu de dispositions légales ou réglementaires expresses.

En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général, le Ministre désigne le fonctionnaire du rang 16 appelé à le remplacer. »

Art. 3. Dans l'annexe I — Services centraux — du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1^o sous le grade d'administrateur général des impôts, inséré par l'arrêté royal du 14 novembre 1978,

a) les mentions figurant à la colonne 1 sont remplacées par les mentions suivantes

« 1. a. Changement de grade : directeur général d'une administration fiscale

b. Avancement de grade : inspecteur général d'une administration fiscale

— compter une ancienneté de grade de trois ans.

tember 1972, 2 avril, 1 augustus en 4 december 1975, 5 april 1976, 27 juli, 10 september en 16 november 1981, 18 november 1982, 30 maart 1983, 22 en 25 februari, 1 maart, 24 mei en 3 juli 1985, 28 februari 1986, 21 januari en 13 juli 1987 en 2 en 10 februari en 28 oktober 1988, 10 maart 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1938 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 maart 1964, 17 september 1969, 14 december 1970, 23 september 1971, 31 januari 1977, 4 juli 1979, 25 april 1980, 12 augustus 1981, 28 februari 1986, 31 mei en 28 oktober 1988 en 20 maart 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het Statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 januari en 18 juli 1972, 11 oktober en 7 december 1973, 25 juli, 10 oktober en 19 november 1974, 30 juni 1975, 9 januari, 10 februari, 29 en 30 maart en 30 juli 1978, 15 maart, 15 april, 7 en 31 oktober 1977, 23 juni, 13 en 14 november en 11 december 1978, 5 juni 1979, 4 februari en 11 december 1980, 2 maart 1981, 26 maart 1982, 27 januari, 9 september en 8 december 1983, 2 mei, 31 augustus en 9 oktober 1984, 16 januari en 9 april 1985, 21 maart en 11 juni 1986, 22 juni 1988 en 21 februari 1989;

Gelet op het protocol van 31 mei 1989 van het sectorcomité II — Financiën;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van Financiën;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 21 maart 1989;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 23 maart 1989;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Begroting, Onze Minister van Financiën en Onze Minister van Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 2 van het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het Statuut van het Rijkspersoneel, wordt aangevuld als volgt :

« 4^o bepaalt hij de bevoegdheden van de andere dan in de artikelen 3 tot en met 5 bedoelde ambtenaren ».

Art. 2. Artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 november 1978 en 4 februari 1980 wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Art. 3. Onder het gezag van de Minister oefent de secretaris-generaal het hoog toezicht uit over de administraties en diensten van het Departement. Hij coördineert hun werkzaamheden en verzekert de eenheid van beheer ervan.

Hij oefent gezag uit over al het personeel en ziet toe op de tucht, de inwendige orde en de organisatie van al de diensten.

Hij leidt en coördineert het opmaken van de begroting van het Departement en houdt toezicht op de uitvoering ervan.

Hij legt de door de administratie behandelde zaken aan de Minister voor en voegt er zo nodig zijn opmerkingen aan toe. Hij kan bovendien op eigen initiatief ieder nuttig voorstel uitbrengen. Hij maakt aan de administraties en de diensten de dossiers en de richtlijnen van de Minister, vergezeld met de noodzakelijke informatie, over.

Bij afwezigheid of verhindering van de Minister, mag de secretaris-generaal voor de Minister alle stukken ondertekenen met uitzondering van die welke door de Minister dienen ondertekend te worden ingevolge uitdrukkelijke wettelijke of reglementaire bepalingen.

Bij afwezigheid of verhindering van de secretaris-generaal, wijst de Minister de ambtenaar van rang 16 aan die hem moet vervangen. ».

Art. 3. In bijlage I — Centrale Diensten — van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o onder de graad van administrateur-generaal van de belastingen, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 14 november 1978,

a) worden de in kolom 1 voorkomende vermeldingen door de volgende vermeldingen vervangen :

« 1. a. Verandering van graad : directeur-generaal van een fiscale administratie.

b. Verhoging in graad : inspecteur-generaal van een fiscale administratie

— drie jaar graadanciënniteit tellen.

2. Avancement de grade, à défaut de candidats remplissant la condition d'ancienneté visée au 1. b. ou de candidats jugés aptes à exercer la fonction :

- sans condition d'ancienneté : inspecteur général d'une administration fiscale
- moyennant une ancienneté de grade de six ans au moins :
 - premier conseiller dans une administration fiscale
 - conseiller dans une administration fiscale. »

b) les mentions suivantes sont insérées à la colonne 2 :

« La promotion par avancement de grade visée au 2 de la colonne 1 ne peut être accordée qu'après un nouvel appel par lequel l'emploi vacant est déclaré accessible aux agents titulaires du grade du rang 15 visé à ladite colonne 1 sans condition d'ancienneté, ainsi qu'aux agents titulaires des grades des rangs 14 et 13 énumérés à la même colonne qui ont six ans d'ancienneté de grade au moins. »

2° sous le grade d'administrateur général de la trésorerie, inséré par l'arrêté royal du 11 juin 1986,

a) les mentions figurant à la colonne 1 sont remplacées par les mentions suivantes :

- « 1. a. Changement de grade : directeur général.
- b. Avancement de grade : inspecteur général :
 - compter une ancienneté de grade de trois ans.

2. Avancement de grade, à défaut de candidats remplissant la condition d'ancienneté visée au 1. b. ou de candidats jugés aptes à exercer la fonction :

- sans condition d'ancienneté : inspecteur général
- moyennant une ancienneté de grade de six ans au moins :
 - premier conseiller
 - conseiller. »

b) les mentions figurant à la colonne 2 sont remplacées par les mentions suivantes :

« A. La promotion par avancement de grade visée au 2 de la colonne 1 ne peut être accordée qu'après un nouvel appel par lequel l'emploi vacant est déclaré accessible aux agents titulaires du grade du rang 15 visé à ladite colonne 1 sans condition d'ancienneté, ainsi qu'aux agents titulaires des grades des rangs 14 et 13 énumérés à la même colonne qui ont six ans d'ancienneté de grade au moins.

B. Voir les dispositions prévues sous le littéra Ater, à la colonne 2, en regard du grade de conseiller adjoint.

C. Application du littéra D, à la colonne 2 en regard du grade d'inspecteur général. »

3° sous le grade de directeur général,

a) les mentions figurant à la colonne 1, modifiées par les arrêtés royaux des 30 mars 1976, 8 décembre 1983, 31 août et 9 octobre 1984, sont remplacées par les mentions suivantes :

« 1. Avancement de grade, moyennant une ancienneté de grade de trois ans au moins :

- inspecteur général;
- inspecteur général des finances, chef de corps;
- inspecteur général des finances;
- inspecteur général, chef de service.

2. Avancement de grade, à défaut de candidats remplissant la condition d'ancienneté visée au 1 ou de candidats jugés aptes à exercer les fonctions :

- sans condition d'ancienneté :
 - inspecteur général;
 - inspecteur général des finances, chef de corps;
 - inspecteur général des finances;
 - inspecteur général, chef de service;
- moyennant une ancienneté de grade de six ans au moins :
 - premier conseiller;
 - conseiller. »

b) à la colonne 2,

1) la disposition suivante est insérée en tête de la rubrique :

« A. La promotion par avancement de grade visée au 2 de la colonne 1 ne peut être accordée qu'après un nouvel appel par lequel l'emploi vacant est déclaré accessible aux agents titulaires des grades du rang 15 énumérés à ladite colonne 1 sans condition d'ancienneté, ainsi qu'aux agents titulaires des grades des rangs 14 et 13 énumérés à la même colonne qui ont six ans d'ancienneté de grade au moins. »

2. Verhoging in graad, bij ontstentenis van kandidaten die aan de in 1. b. bedoelde anciënniteitsvoorwaarden voldoen of van kandidaten die geschikt worden bevonden om het ambt te bekleden

- zonder anciënniteitsvoorwaarde : inspecteur-generaal van een fiscale administratie
- mits een graadanciënniteit van ten minste zes jaar :
 - eerste adviseur in een fiscale administratie
 - adviseur in een fiscale administratie. »

b) de volgende vermeldingen worden in kolom 2 ingevoegd :

« De bevordering door verhoging in graad bedoeld onder 2 van kolom 1 kan slechts worden toegekend na een nieuwe oproep waarbij de vacature toegankelijk verklaard wordt voor ambtenaren titularissen van de graad van rang 15 bedoeld in kolom 1 zonder anciënniteitsvoorwaarde, alsmede voor de ambtenaren titularissen van de graden 14 en 13 opgesomd in dezelfde kolom en die ten minste zes jaar graadanciënniteit hebben. »

2° onder de graad van administrateur-generaal der thesaurie, ingevoegd bij koninklijk besluit van 11 juni 1986,

a) worden de in kolom 1 voorkomende vermeldingen door de volgende vermeldingen vervangen :

- « 1. a. Verandering van graad : directeur-generaal.
- b. Verhoging in graad : inspecteur-generaal :
 - drie jaar graadanciënniteit tellen.

2. Verhoging in graad, bij ontstentenis van kandidaten die aan de in 1. b. bedoelde anciënniteitsvoorwaarden voldoen of van kandidaten die geschikt worden bevonden om het ambt te bekleden :

- zonder anciënniteitsvoorwaarde : inspecteur-generaal
- mits een graadanciënniteit van ten minste zes jaar :
 - eerste adviseur
 - adviseur. »

b) de vermeldingen die in kolom 2 voorkomen, worden door de volgende vermeldingen vervangen :

« A. De bevordering door verhoging in graad bedoeld onder 2 van kolom 1 kan slechts worden toegekend na een nieuwe oproep waarbij de vacature toegankelijk verklaard wordt voor ambtenaren titularissen van de graad van rang 15 bedoeld in kolom 1 zonder anciënniteitsvoorwaarde, alsmede voor de ambtenaren titularissen van de graden van de rangen 14 en 13 opgesomd in dezelfde kolom en die ten minste zes jaar graadanciënniteit hebben.

B. Zie de bepalingen opgenomen onder littera Ater, in kolom 2, tegenover de graad van adjunct-adviseur.

C. Toepassing van littera D, in kolom 2 tegenover de graad van inspecteur-generaal. »

3° onder de graad van directeur-generaal,

a) worden de in kolom 1 voorkomende vermeldingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 maart 1976, 8 december 1983, 31 augustus en 9 oktober 1984, door de volgende vermeldingen vervangen :

« 1. Verhoging in graad, mits een graadanciënniteit van ten minste drie jaar :

- inspecteur-generaal;
- inspecteur-generaal van financiën, hoofd van het korps;
- inspecteur-generaal van financiën;
- inspecteur-generaal, diensthoofd.

2. Verhoging in graad, bij ontstentenis van kandidaten die aan de in 1 bedoelde anciënniteitsvoorwaarden voldoen of van kandidaten die geschikt worden bevonden om de ambten te bekleden :

- zonder anciënniteitsvoorwaarde :
 - inspecteur-generaal;
 - inspecteur-generaal van financiën, hoofd van het korps;
 - inspecteur-generaal van financiën;
 - inspecteur-generaal, diensthoofd;
- mits een graadanciënniteit van ten minste zes jaar :
 - eerste adviseur;
 - adviseur. »

b) in kolom 2,

1) wordt de volgende bepaling ingevoegd in hoofding van de rubriek :

« A. De bevordering door verhoging in graad bedoeld onder 2 van kolom 1 kan slechts worden toegekend na een nieuwe oproep waarbij de vacature toegankelijk verklaard wordt voor ambtenaren titularissen van de graden van rang 15 opgesomd in voormelde kolom 1 zonder anciënniteitsvoorwaarde, alsmede voor de ambtenaren titularissen van de graden van de rangen 14 en 13 opgesomd in dezelfde kolom en die ten minste zes jaar graadanciënniteit hebben. »

2) les mentions figurant sous la rubrique « Administration de la trésorerie », modifiée par les arrêtés royaux des 30 juin 1975 et 11 juin 1986, sont remplacées par les mentions suivantes :

« *Abs.* Voir les dispositions prévues sous le littéra *Ater*, à la colonne 2, en regard du grade de conseiller adjoint. »
« *Ater* Application du littéra *D*, à la colonne 2 en regard du grade d'inspecteur général. »

Art. 4. Notre Ministre du Budget, Notre Ministre des Finances et Notre Ministre des Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 14 août 1989.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre du Budget,
H. SCHILTZ

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Le Ministre des Pensions,
A. VAN DER BIEST

2) de vermeldingen die voorkomen onder de rubriek « Administration der thesaurie », gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 juni 1975 en 11 juni 1986, worden door de volgende vermeldingen vervangen :

« *Abs.* Zie de bepalingen opgenomen onder littéra *Ater*, in kolom 2, tegenover de graad van adjunct-adviseur. »
« *Ater* Toepassing van littéra *D*, in kolom 2 tegenover de graad van inspecteur-generaal. »

Art. 4. Onze Minister van Begroting, Onze Minister van Financiën en Onze Minister van Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 14 augustus 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,
H. SCHILTZ

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

De Minister van Pensioenen,
A. VAN DER BIEST

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F 89 — 1732

14 AOUT 1989. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail des 23 janvier et 14 février 1989, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de la couperie de poils, modifiant la convention collective de travail du 12 mars 1973, conclue au sein de la Commission paritaire nationale de la fourrure et de la peau en poil, concernant l'octroi d'une prime syndicale aux ouvriers et ouvrières occupés dans les couperies de poils (1)

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la convention collective de travail du 12 mars 1973, conclue au sein de la Commission paritaire nationale de la fourrure et de la peau en poil, concernant l'octroi d'une prime syndicale aux ouvriers et ouvrières occupés dans les couperies de poils, rendue obligatoire par arrêté royal du 31 août 1973, modifiée par les conventions collectives de travail du 3 mars 1975, du 14 décembre 1976 et du 10 février 1987, rendues obligatoires respectivement par les arrêtés royaux du 6 juin 1975, du 7 juillet 1977 et du 11 décembre 1987, notamment l'article 3, § 1;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire de la couperie de poils;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Est rendue obligatoire la convention collective de travail des 23 janvier et 14 février 1989, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de la couperie de poils, modifiant la convention collective de travail du 12 mars 1973,

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Arrêté royal 31 août 1973, *Moniteur belge* du 6 octobre 1973.

Arrêté royal du 6 juin 1975, *Moniteur belge* du 19 novembre 1975.

Arrêté royal du 7 juillet 1977, *Moniteur belge* du 23 juillet 1977.

Arrêté royal du 11 décembre 1987, *Moniteur belge* du 23 janvier 1988.

MINISTÈRE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 89 — 1732

14 AUGUSTUS 1989. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 23 januari en 14 februari 1989, gesloten in het Paritair Subcomité van de haarsnijderijen, tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 maart 1973, gesloten in het Nationaal Paritair Comité voor het bont en kleinvel, betreffende de toekenning van een syndicale premie aan de werklieden en werkksters tewerkgesteld in de haarsnijderijen (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 maart 1973, gesloten in het Nationaal Paritair Comité voor het bont en kleinvel, betreffende de toekenning van een syndicale premie aan de werklieden en werkksters tewerkgesteld in de haarsnijderijen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 31 augustus 1973, gewijzigd bij de collectieve arbeidsovereenkomsten van 3 maart 1975, van 14 december 1976 en van 10 februari 1987, respectievelijk algemeen verbindend verklaard bij de koninklijke besluiten van 6 juni 1975, van 7 juli 1977 en van 11 december 1987, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor de haarsnijderijen;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 23 januari en 14 februari 1989, gesloten in het Paritair Subcomité voor de haarsnijderijen, tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Koninklijk besluit van 31 augustus 1973, *Belgisch Staatsblad* van 6 oktober 1973.

Koninklijk besluit van 6 juni 1975, *Belgisch Staatsblad* van 19 november 1975.

Koninklijk besluit van 7 juli 1977, *Belgisch Staatsblad* van 23 juli 1977.

Koninklijk besluit van 11 december 1987, *Belgisch Staatsblad* van 23 januari 1988.